

IL REFUSE DE «SERVIR D'ALIBI»

Djilali Sofiane se retirera des élections si Bouteflika est candidat

Pas de révision de la Constitution, donc pas de quatrième mandat en vue pour Bouteflika. L'équation n'est cependant pas aussi simple selon le candidat Djilali Sofiane qui avertit qu'en cas de changement de cap et de candidature du Président sortant, il refusera de servir d'alibi et se verra contraint de se retirer de la course.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Candidat déclaré, Djilali Sofiane considère que l'abandon du projet de révision de la Constitution est à lui seul une victoire pour l'opposition.

Cela signifie pour le président de Jil Jadid que la candidature du Président sortant est de moins en moins possible car, pense-t-il, les deux projets devaient être menés en parallèle.

Cela, dit-il, ne met pas à l'abri d'une «surprise». si Bouteflika venait tout de même à manifester son intention de briguer un autre mandat, le candidat Djilali Sofiane jettera l'éponge pour ne pas servir d'élément de décor

dans une élection à l'issue connue d'avance.

Sans la candidature de Bouteflika, le président de Jil Jadid croit en la possibilité d'une élection ouverte avec la possibilité d'émergence d'un nouveau personnel politique. Même la commission de surveillance des élections devient dans ces conditions acceptable et peut faire l'objet de «discussions».

Animant hier une conférence de presse, Djilali Sofiane est formel : il considère que le régime est dans une impasse et est dans l'incapacité de trouver une alternative à Bouteflika.

Affirmant n'avoir pas basé sa candidature sur les intentions du



Djilali Sofiane.

Président sortant mais sur la conviction que l'heure du changement avait sonné, et qu'il était temps que la confiance entre gouvernants et gouvernés soit à nouveau retrouvée.

Interrogé sur l'incapacité du pôle de l'opposition formé par une trentaine de partis et de personnalités nationales, Djilali

Sofiane répondra qu'il était préférable que les électeurs puissent avoir le choix entre plusieurs programmes.

La question du soutien d'un seul candidat pourrait faire l'objet de discussions en cas de second tour. Un programme à plusieurs axes a été tracé par le candidat inspiré de référents

sociaux et d'une longue réflexion. Il promet une véritable réconciliation, un respect des droits de l'Homme et une concrétisation sur le terrain de la liberté de la presse. La candidature de Djilali Sofiane a été décidée par le parti après de larges consultations tant avec la classe politique, les personnalités ainsi qu'avec la société civile.

Le parti était arrivé à la conclusion qu'il s'avère être très difficile de nouer une alliance objective avec un ou plusieurs autres partenaires, les objectifs des uns et des autres ne se rejoignant que difficilement pour un premier tour électoral inévitable. La question du choix d'une éventuelle alliance se poserait alors entre les deux tours».

Un scénario dont il faudra attendre de connaître les intentions des uns et des autres à trois mois de l'élection.

N. I.

RÉÉLU HIER À LA TÊTE DU PNSD

Taleb Mohamed Chérif sera candidat à la présidentielle

Taleb Mohamed Chérif a été plébiscité hier à tête du Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD), lors d'un congrès ordinaire. Le président du parti se présentera aussi à la prochaine présidentielle en réponse à l'appel de sa base.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - «J'ai eu l'avis de la base militante des 46 wilayas du pays à travers le vote d'aujourd'hui, je me plie ainsi à sa volonté», a déclaré le président du PNSD.

C'est à main levée et suite à une salve d'applaudissements des délégués de son

parti que Taleb Mohamed Cherif a été réélu hier à la tête du PNSD. Il dira aussi, en réponse à la demande de sa base, qu'il se présentera à la prochaine élection présidentielle, à condition que cette même base arrive à réunir les 60 000 signatures.

Lors de l'ouverture du congrès, le président du parti est revenu sur la question de la révision de la Constitution, notant que les autorités concernées se doivent de retarder la procédure pour après les élections présidentielles.

Pour le président du PNSD, il s'agirait ainsi de permettre aux nouvelles autorités élues d'œuvrer plus sereinement à la révision du texte. Il dira aussi qu'un référen-

dum populaire est nécessaire pour présenter les éventuels amendements. Taleb Mohamed Cherif précisera également que son parti a déjà présenté ses propositions concernant la révision de la Constitution. Pour lui aussi, «la société civile doit être partie prenante du projet et y participer sans conditions».

Lors d'une conférence de presse, le président du PNSD a également déclaré que «l'Algérie a besoin de stabilité ; nous sommes menacés au niveau du sud du pays et des autres frontières, nous devons venir à bout des complots et des tentatives de déstabilisation, il s'agit d'être vigilants», a déclaré le président du PNSD.

Pour ce dernier, «il s'agit d'aller vers des luttes d'idées et de s'éloigner des intérêts personnels et des ambitions égoïstes». Il dira aussi que «la véritable bataille consiste à définir les contours d'un développement généralisé et permanent, qui donne aux citoyens algériens leurs droits légitimes».

Pour le président du parti, il est aussi important de «donner l'importance nécessaire aux rôles de la jeunesse et de la femme, dans le cadre d'une dynamique générale de la société, selon les dispositions constitutionnelles, notamment dans le domaine politique».

F.-Z. B.

CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE PROCHAINE

Abdelaziz Bélaïd, sûr de passer l'écueil des signatures

Au Front el Moustaqbal, on est serein quant à passer allègrement l'écueil des paraphes nécessaires à la validation de la candidature à la présidentielle prochaine de son secrétaire général.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est le compte à rebours au sein des états-majors des candidats à la présidentielle d'avril prochain, la convocation du corps électoral devant intervenir en fin de semaine. Car, faire part d'une candidature est une chose et valider celle-ci en est une autre.

Une validation qui passe par la condition, pour tout prétendant à la magistrature suprême du pays, de la collecte de 60 000 signatures individuelles, au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale.

Des signatures qui doivent être recueillies à travers au moins vingt-cinq wilayas avec le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des

wilayas qui ne saurait être inférieure à mille cinq cents.

A défaut, le prétendant se doit de recueillir au moins six cents signatures individuelles de membres élus d'Assemblée populaire communale, de wilaya ou parlementaires et réparties au moins à travers vingt-cinq wilayas, comme le stipule le nouveau code électoral de janvier 2012.

Des préalables qui ne semblent point constituer un quelconque handicap insurmontable pour le premier responsable du Front el Moustaqbal qui a réuni, avant-hier, les coordinateurs de wilaya du parti pour état des lieux concernant justement l'avancement des préparatifs de sa candi-

dature. Fort à propos, Abdelaziz Bélaïd considérera ces paraphes comme une simple formalité tant, dira-t-il, «nous pouvons aisément honorer les deux conditions simultanément».

«Nous avons actuellement près de 900 élus locaux avec le ralliement de nombre d'élus qui sont venus se joindre à plus de 700 élus du parti à l'issue des élections locales du 29 novembre 2012», avancera-t-il, comme pour signifier, on ne peut plus clairement, que cette question de signatures aussi bien d'élus que de simples électeurs n'est nullement une préoccupation pour Bélaïd, sûr et certain d'être de la course présidentielle en avril prochain.

L'ex-membre du comité central du FLN ne manquera pas d'en vouloir à certains «intéressés» par le scrutin présidentiel

du printemps prochain, qui hésitent encore à se lancer dans la bataille, eux qui font un point de fixation sur la candidature ou pas du président de la République.

Une allusion on ne peut plus claire à l'endroit, notamment d'Ali Benflis dont il a été l'un des partisans à l'occasion de la présidentielle de 2004.

Mais c'était l'époque où Benflis était secrétaire général du FLN, tiendra à préciser Bélaïd pour signifier que depuis, lui, a rompu les amarres d'avec le vieux Front pour en créer un tout autre avec ses structures, ses instances et son propre programme.

Bélaïd qui ne se focalise pas trop sur le spectre de la fraude tant la «chose» a collé au pays depuis le recouvrement de son indépendance en 1962, affirmera inscrire son combat politique



Abdelaziz Bélaïd.

dans la durée, convaincu que la stratégie de la chaise vide est inefficace.

M. K.